

Coalition Fund the Child – recherche sur les soins

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Pour que la reprise soit soutenue, nous devons éviter les expédients et privilégier les solutions à long terme. Nous devons éviter d'accroître l'immigration et de modifier les prestations de retraite, et penser à plus long terme pour avoir un taux de natalité qui permettra d'accroître le nombre de citoyens, de contribuables et d'agents économiques. Pour cela, nous devons investir dans la jeunesse et dans les familles. Nombre de nations ont choisi cette voie et je propose ici d'accroître les allocations familiales, les primes à la naissance et les prestations fiscales pour enfants, de manière à encourager tous ceux qui désirent avoir des enfants à être capables d'en assumer le coût. J'envisagerais le partage des revenus, les pensions pour les années passées à s'occuper de ses enfants et des règlements en cas de divorce qui assurent un foyer stable aux enfants et mettent fin à la pauvreté chez ces derniers. Ainsi, nous aidons l'effectif actuel, mais également le suivant. Il faut revoir le financement accordé aux provinces et aux territoires pour donner une plus grande priorité à l'éducation. Une population instruite est plus créative et novatrice, mieux ajustée et mentalement plus saine, et plus à même d'obtenir des emplois bien rémunérés susceptibles d'accroître les recettes fiscales. Tout le monde y gagne. Il faut diminuer le financement accordé aux interventions de tiers et rationaliser l'administration pour que les fonds aillent à ceux qui en ont le plus besoin. Si nous encourageons un système de soutien naturel par les familles et les amis, nous aidons ceux qui veulent vieillir chez eux et permettons à ceux qui veulent s'occuper chez eux de membres de leur famille handicapés à le faire, ce qui est aussi plus économique. La Saskatchewan a constaté qu'il est moins onéreux d'aider directement les personnes âgées plutôt que de financer les établissements de soins. Nous devons réfléchir aux avantages du travail non rémunéré, ce que nous faisons par le passé, et que certains préfèrent encore faire. Si nous reconnaissons que le travail est un pilier de l'économie et que les aidants naturels nous ont permis d'économiser des milliards de dollars en soins de santé et en justice pénale, nous modifierons certaines de nos politiques fiscales pour encourager ce travail, au lieu de le décourager. Bien souvent, ceux qui souhaitent rester chez eux pour s'occuper d'un nouveau-né, d'un parent vieillissant ou d'un conjoint souffrant d'une maladie chronique doivent abandonner un travail rémunéré, et, si cela est impossible, recourent à des systèmes dans le cadre desquels des fonctionnaires assurent ces services moyennant salaire. Si nous permettons aux gens de s'occuper des leurs chez eux, ils ont davantage de choix, sont satisfaits, et le gouvernement réalise des économies. Il convient d'apprécier à leur juste valeur tous les rôles que les femmes assument et honorer les droits des femmes à une égalité complète en valorisant les rôles qu'elles ont toujours assumés gratuitement. De la sorte, le bénévolat, pilier de l'économie, qu'il soit l'œuvre d'hommes ou de femmes, entre dans la définition de travail utile, est reconnu sur le plan fiscal et dans les retraites. Nous devons incorporer ce qui constituait un domaine proprement féminin dans l'économie traditionnelle et dans ce que l'on a toujours considéré comme proprement masculin. Ainsi, le taux de natalité augmenterait, l'éducation des enfants serait plus abordable, la pauvreté chez les enfants disparaîtrait, les familles seraient plus heureuses et plus à même de consacrer du temps à leur progéniture et tous seraient plus productifs. Ils seraient plus concentrés sur ce qui compte, travailleraient mieux, pourraient mieux équilibrer leurs responsabilités familiales et professionnelles et seraient moins stressés.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

-Regardons ce qui va mal en Europe et ne l'imitons pas. Le système de garderies universel qu'a choisi la Suède est une catastrophe en raison de son coût et parce qu'il n'a pas encouragé la natalité. Il faut repenser les garderies comme poste budgétaire, car ce système peut donner lieu à bien des procès en cas d'insuffisance des soins. Il vaut mieux financer les enfants eux-mêmes. Il faut faire en sorte que tous ceux qui doivent payer des impôts le fassent, supprimer les échappatoires fiscales et les fraudeurs, dont nous entendons tant parler en Grèce. Il faut remarquer ce que l'Europe et les États-Unis font de positif et les imiter. Il faut autoriser le partage des revenus, car cela permet à la population d'avoir un meilleur niveau de vie et de consommer. Il faut envisager les primes à la naissance et l'augmentation des allocations familiales, car ce sont là des remèdes au vieillissement de la population. Ne manquons pas d'ambition. Nous ne sommes pas dans une situation désespérée et nous ne devons pas supposer devoir vendre nos marchandises à rabais, puisque nous sommes riches en pétrole, en gaz, en ressources hydrauliques, en forêts et en blé et que le reste du monde en a besoin. Rien ne justifie sur le plan économique de réduire nos salaires ou nos coûts de fonctionnement pour nous mettre à la hauteur du tiers monde. Nous pouvons maintenir des conditions de travail justes pour nos travailleurs et notre économie. Autrement, nous choisirions le plus bas dénominateur commun, or nous visons le contraire en matière de droits de la personne – puisque nous prônons des meilleures conditions de travail au tiers monde. Nous devons nous interroger sur la validité de la création d'emplois comme objectif unique. Nous devons valoriser le côté créatif de nos citoyens, qui les incite à mettre sur pied des entreprises à domicile si le climat fiscal est encourageant et l'impulsion vitale que la population a de créer la vie, d'avoir des enfants et de s'en occuper. Il s'agit là d'une création d'emplois à long terme puisqu'elle assure un effectif de travailleurs à notre nation et cela constitue un cercle constructif puisque cet effectif crée des services (logements, écoles, magasins, restaurants, services policiers). J'exhorterais le Comité à s'interroger sur cet aspect fondamental de la création d'emplois, créer des citoyens. Il faut certes assurer une rémunération à la population et des recettes fiscales au gouvernement (dont nous profitons tous). Mais nous devons également nous soucier de notre bien-être, des services vitaux que chacun donne sur le plan des soins, de la vente des produits nécessaires, de notre alimentation et de nos vêtements et de la façon dont les pouvoirs publics peuvent nous aider à donner.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'oeuvre?

Nous devons encourager les naissances, il s'agit là d'une solution à long terme. Nous devons cesser de considérer les retraités comme une ponction sur l'économie, car cela est une insulte et revient à ignorer ce que nous leur devons, d'un gouvernement juste à un système de soins de santé universel et à la création de l'assurance-emploi en passant par la paix. Nous devons apprécier les générations passées et présentes pour ce que chacune apporte de diverses façons – certaines sur le plan strictement financier, ce pourquoi nous devons leur être reconnaissants, d'autres pour ce qu'elles donnent actuellement et qui doivent sentir que cela se justifie à long terme et que le vieillissement n'est pas à craindre. Nous devons également reconnaître que bien des personnes âgées sont toujours des piliers de l'économie, officiellement par leurs économies dont les banques se servent pour prêter et, informellement, par les

prêts et les dons qu'ils font aux plus jeunes, ce qui les aide à acheter des logements, et à élever leurs familles. Nous devons reconnaître que la révolte des jeunes, l'aliénation dont certains se plaignent signifient qu'il faut se soucier d'une génération aux prises avec des frais universitaires très élevés, une dette d'étudiant énorme et de véritables obstacles à l'accès à la vie d'adulte. Nous nous tirons dans le pied, sur le plan économique, si nous privons nos enfants d'une éducation qui devient punitive. Nous devons donc voir la situation dans sa globalité, c'est-à-dire que nous ne devons pas estimer que seuls ceux qui gagnent leur vie, soit ceux ayant entre 20 et 65 ans, sont les seuls dignes d'être citoyens et que les autres sont inutiles. Nous devons apprécier le travailleur en devenir qui se trouve dans le ventre de sa mère, puis l'enfant et celui dont la vie professionnelle se rétrécit, mais dont la contribution est toujours importante à bien des égards, à savoir la personne âgée. Je voudrais apporter au débat la notion qu'il faut atténuer le ressentiment entre les générations. Pour ce faire, nous devons les apprécier toutes. Churchill a déclaré que la meilleure chose que l'on puisse faire sur le plan économique c'était de donner du lait aux bébés. Nous devons nous souvenir de cette remarque.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Nous devons nous rendre compte que la définition de la productivité, à savoir le produit monétaire des heures travaillées, est un peu dépassée. Bien des tâches sont accomplies et non comptabilisées, dont les soins des aidants naturels et le bénévolat. Si nous cherchons à accroître notre productivité en termes financiers, nous finissons par écarter les aidants naturels, ce qui va à l'encontre du but recherché. Ces personnes doivent obtenir de toute façon ces services, sans l'aide de quiconque ou moyennant des frais importants si ce sont les pouvoirs publics qui les aident. Nous obtiendrons peut-être ces services, mais à quel coût? Beaucoup préféreraient rester chez eux pour assumer ces rôles sans rémunération. N'est-il pas étrange de voir que les personnes qui restent chez elles pour s'occuper d'un membre de leur famille ne sont pas aussi paresseuses et complaisantes que les chiffres officiels de productivité ne le laissent entendre. En fait elles travaillent très fort. Toutes ces personnes qui s'occupent des repas et de la lessive, s'occupent des malades et des jeunes ou des mourants jouent un rôle essentiel dans le ménage et également dans la société. Nous ne pouvons leur interdire de suivre leur cœur. Elles font en fait un travail d'une importance vitale. Il est ironique de constater qu'en observant la productivité de cette nouvelle manière, c'est-à-dire en valorisant le travail non rémunéré, nous voyons en fait une augmentation à long terme de la productivité même selon l'ancienne définition. Pourquoi? 1. Parce que les personnes qui sont satisfaites de l'équilibre entre leurs responsabilités professionnelles et familiales travaillent plus fort, affichent un taux d'absentéisme moindre, prennent moins de congés pour des raisons de stress, sont plus créatives et plus productives. 2. Parce que les personnes qui peuvent s'absenter de leur travail en cas de besoin jouissent d'une plus grande sécurité économique, vivent moins de stress et coûtent moins au système de soins de santé, sont moins susceptibles de divorcer, de connaître les violences conjugales ou de faire subir des sévices aux enfants, sont plus en paix avec leurs adolescents, sont plus susceptibles de passer du temps avec leurs adolescents et de s'en occuper, de telle sorte que ces derniers connaissent un taux moins de toxicomanie et d'adhésion à des gangs criminalisés ou à des activités criminelles, sont moins susceptibles de fuguer ou d'abandonner l'école. 3. Parce que, lorsque ces personnes sont sûres de pouvoir se permettre d'avoir des enfants, même en cas d'incertitude économique, elles franchissent le pas, créent la vie et, si le système de prestations familiales est adéquat, créent de l'emploi, et augmentent la productivité. La crise des départs à la retraite serait résolue si nous avions plus de jeunes. On nous dit souvent que la crise démographique aura lieu dans 20 ans. C'est le temps que cela prend pour passer à l'âge adulte et nous avons donc cette

possibilité en ce moment de résoudre la crise. Faites donc des bébés. Mettre sur pied un système de prestations familiales est la meilleure façon pour un gouvernement attentif, encourageant et bienveillant de redresser l'économie. Il suffit pour ce faire de donner suite au rêve de chacun de fonder une famille et d'avoir un avenir. Pour cela, il faut encourager l'optimisme et assurer un lieu idéal pour élever un enfant. Si le gouvernement ne panique pas et partage ce rêve, en accordant des primes à la naissance, en autorisant le partage des revenus et en offrant des prestations pour enfant jusqu'à ce que celui-ci atteigne l'âge de 18 ans, des prestations aux handicapés et aux personnes âgées en situation précaire où qu'ils se trouvent, il aura joué son plus beau rôle : aider les citoyens à avoir la vie qu'ils souhaitent. 4. Parce que, lorsque nous visons la compétitivité sur le plan international, en obtenant des contrats ou des commandes et en concurrençant autres nations, cela pourrait être contraire à la solution idéale. Nous devons également chercher à être aussi bons que possible, à trouver des solutions viables non seulement pour le Canada, mais également pour nos concurrents. Nous ne devrions pas avoir besoin de tout posséder pour être heureux. 5. Nous devons donc remanier complètement notre approche en modifiant non seulement la notion de travail, qui devrait comprendre le don que font certains à l'économie sous forme de temps et de compétences, mais également le terme de tâche, de manière à inclure les travaux ménagers des femmes. Nous devons redéfinir le concept de productivité pour tenir compte de ce que nous tenons pour acquis. Et nous devons définir de nouveau la notion de succès, car toujours plus n'est pas forcément l'idéal. Nous ne devons pas chercher à toujours augmenter les salaires et voir à ce que les prix des logements grimpent, car la bulle risque d'éclater.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les jeunes doivent surmonter de grandes difficultés. Il faut donner davantage de fonds aux parents, mieux financer l'éducation. Les personnes âgées doivent surmonter de grandes difficultés. Il faut veiller à ne pas réduire les retraites de ceux qui se trouvent déjà dans une situation précaire. Les Autochtones doivent surmonter de grandes difficultés, mais pas forcément ce à quoi vous pensez. Il n'est pas nécessaire d'adopter de nouveaux programmes, de faire de nouvelles interventions et de donner davantage de fonds. Il faut instaurer la confiance en soi, un sentiment d'autosatisfaction, l'estime de soi et redéfinir le type d'éducation pour laquelle on les estime. Nous devons les aider à saisir la sagesse de leurs ancêtres, de leur donner la fierté de leurs remèdes naturels, de leur artisanat, de leurs compétences de chasseur, de leur communauté avec la nature et de la paix spirituelle dont nous avons tous besoin. Nous devons les considérer comme des sages qui nous offrent une réflexion sur notre rythme effréné ; nous ne devrions pas nous impatienter lorsque nous les attendons, car leur conception du temps et leur paix intérieure sont des leçons que nous devons peut-être apprendre. En d'autres termes, il ne faut pas donner autant d'argent aux intermédiaires. Donner plutôt aux Autochtones le pouvoir d'affirmer leurs droits en tant qu'électeurs au sein de leur collectivité, de veiller à l'exécution des règles en matière de corruption et d'activités illégales, puis oser leur confier directement les fonds. C'est faire preuve de condescendance que de supposer qu'ils ne peuvent pas s'en occuper. Je ne suis pas un expert des affaires autochtones, mais ce sont les autochtones qui sont les experts. Je serais flatté de participer à toute consultation en ligne. Je suis le rédacteur d'un bulletin international sur les soins des aidants naturels et fournirai toute l'information nécessaire issue de mes nombreuses années de recherche sur certains de ces sujets.